

« Les religions, la politique et les femmes »

Interview de Chahla Chafiq

Par Francine Sporenda



Chahla Chafiq est docteure en sociologie, écrivain et sociologue. Elle a notamment publié: « Demande au miroir », (L'âge d'homme, 2015), « Islam politique, sexe et genre » (PUF, 2011), « Chemins et brouillards » (Métropolis, 2005), « Le nouvel homme islamiste », « Les prisons politiques en Iran » (Le Félin, 2002), « Femmes sous le voile face à la loi islamique » (Le Félin, 1995).

www.chahlachafiq.com

FS : Certains croient que la Révolution islamiste iranienne a eu simplement pour but de renvoyer les femmes au foyer et à la tradition, mais vous expliquez qu'il ne s'agissait pas juste d'une régression, mais d'un projet « moderne » de mobiliser les aspirations féminines à l'émancipation pour la construction d'une société islamique. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi il ne s'agissait pas d'un projet purement réactionnaire et nous parler de votre concept de « modernité mutilée » ?

CC : La révolution iranienne de 1979 avait pour objectif de renverser la dictature du Chah. À l'époque, les opposants non islamistes (parmi lesquels on comptait les militant-e-s de gauche) jouissaient d'une influence non négligeable auprès des classes moyennes modernes (notamment les étudiants). Ils/elles ont été très actif-ve-s pendant la révolution, mais les islamistes ont su imposer leur hégémonie sans grande difficulté et prendre le pouvoir. La majorité des non-islamistes les percevait alors comme une force anti-impérialiste et voyait dans Khomeiny un leader capable de fédérer le peuple. Cette position n'était pourtant aucunement justifiée par l'histoire contemporaine iranienne. Au début du 20^e siècle, l'Iran avait en effet connu une révolution constitutionnelle (1906-1911) lors de laquelle islamistes et révolutionnaires s'étaient affrontés, les premiers s'opposant aux slogans démocratiques des seconds qui revendiquaient la fin du despotisme royal et l'instauration d'un régime parlementaire. Les islamistes ne l'ont pas emporté à ce moment-là, alors même que la société iranienne était moins modernisée qu'en 1979.

C'est en réfléchissant à ce paradoxe que j'ai formulé le concept de « modernité mutilée ». J'entends par là une modernisation (sécularisation, urbanisation, école,

justice) privée d'une modernité politique garante des valeurs démocratiques universelles, de la liberté et de l'égalité des droits. Ce concept me permet d'expliquer les failles qui ont permis aux islamistes d'arriver au pouvoir en Iran. Je démontre ainsi comment le Chah, en tant que dictateur, partageait avec la plupart de ses opposants une conception mutilée de la modernité. En effet, si le Chah justifiait son refus de démocratie en prétextant la priorité donnée au développement économique et social du pays, la gauche, elle, dans ses composantes majoritaires, ne prêtait aucun crédit aux valeurs démocratiques qu'elle considérait comme étant une simple façade bourgeoise.



Quant aux libéraux et démocrates nationalistes, ils estimaient que les slogans anti-impérialistes devaient être prioritaires. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que la dimension antidémocratique des islamistes n'ait fait l'objet d'aucune réflexion critique de la part de la majorité écrasante des non-islamistes. Bien au contraire, les islamistes ont pu compter sur sa sympathie, implicite ou explicite. Un autre fait a largement contribué à alimenter cette sympathie envers les islamistes : la diffusion de discours islamistes « anti-fanatiques », modernes et novateurs. En Iran, certains des penseurs et idéologues de l'islamisme moderne ont voulu créer une démocratie islamique ; d'autres envisageaient un socialisme islamique (une société islamique sans classe). Ces discours ont influencé les jeunes générations et contribué à faire de l'islamisme une utopie sociale capable de mobiliser des individus appartenant à toutes les classes sociales, y compris des femmes et des hommes instruits et non traditionnels. Le charme qu'exerçait la figure de Khomeiny en tant que leader fédérateur du peuple n'en a été qu'amplifié. J'analyse également le changement de discours de Khomeiny à la veille de la révolution et la manière dont il a su mobiliser les femmes par la promotion, très

vague et ambiguë, d'un islam censé être émancipateur pour les femmes. Il parlait par exemple des droits des femmes, sans oublier de préciser que ces droits doivent être encadrés par l'islam. Ce n'est qu'après la révolution que le sens de ce cadre est devenu clair. Prenons l'exemple de la République islamique. Qu'est-elle d'autre que la projection d'une institution moderne dans un cadre religieux ? Elle concrétise parfaitement ce qu'est la modernité islamique authentique : une modernité mutilée.

FS : En Iran, une partie de la gauche s'est opposée à la plupart des avancées des Droits des femmes et même au dévoilement, comme les islamistes—mais pour des raisons différentes. Pouvez-vous-nous parler de ces raisons ?

Les réformes séculières des rois Pahlavi, y compris celles concernant les droits des femmes, ont été mises en œuvre dans un contexte de répression politique. Cela les a privées du soutien des forces progressistes, notamment la gauche. Par ailleurs, cette sécularisation prétendait contrôler l'institution religieuse, tout en passant des alliances avec les autorités religieuses.

La religion a bénéficié par conséquent d'une double position stratégique. D'une part, elle était le seul acteur massivement présent dans la société civile par le biais du réseau des mosquées, des écoles, des revues, etc. D'autre part, elle était aussi présente dans l'opposition à travers les courants islamistes rebelles.



Autre conséquence de la dictature : ces réformes apparaissaient comme découlant de la seule volonté du tyran, alors que, dans la société iranienne, il existait des avant-gardes qui avaient agi dans le sens de ces réformes. Le cas de la réforme du dévoilement est exemplaire. Avant que le premier roi Pahlavi (Reza Chah) n'impose le dévoilement des femmes, nous avons connu diverses initiatives de dévoilement individuel ou de critique du voile et de ses conséquences sur l'image et le statut des femmes. Cependant, l'existence de ces courants n'apparaît nullement dans le discours du roi qui se pose en sauveur des femmes et, qui plus est, ces avant-gardes laïques sont réduites au silence par la répression politique. Ce contexte a eu des impacts négatifs dans l'accompagnement pédagogique nécessaire à toute réforme. Cela étant, une partie des

femmes qui bénéficiait des processus de modernisation en cours (accès à l'école et à l'instruction) a bien accueilli l'initiative du dévoilement, pendant qu'une autre partie s'est repliée sur elle-même, influencée et soutenue par le discours islamiste. Dans son opposition au Chah, la gauche n'a pas su faire la part des choses et porter un discours rejetant le caractère tyrannique de l'action menée par le roi, tout en préservant sa position avant-gardiste de critique du voile. Elle est restée comme paralysée face à ces questions sociopolitiques importantes.

FS : Pourquoi cette peur panique du « féminin rebelle » (selon l'expression de Fatima Mernissi) chez les islamistes, et pourquoi le contrôle du corps des femmes (la liberté de la sexualité et de la maternité) est-il pour eux un enjeu aussi crucial ?

CC : L'obsession des islamistes par rapport aux femmes exprime une misogynie qui comporte sa part de peur. Mais cette dimension psychologique n'explique pas à elle seule la nature patriarcale du projet islamiste. C'est l'élucidation de cette nature qui permet de cerner le point commun à tous les islamistes, des plus radicaux aux plus « modérés » : les uns comme les autres ont pour objectif idéologique d'instaurer une société idéale où l'islam serait le ciment de l'identité collective et la source des lois. La construction de ce modèle idéal passe nécessairement par la création d'une instance méta-sociale qui transcende le peuple pour le guider sur le droit chemin. L'instauration de ce type d'instance exige une hiérarchisation qui maintient l'autorité du divin sur le peuple. Le maintien de cette autorité passe par une hiérarchisation sexuée et sexiste.

Ce n'est pas un hasard si toutes les religions, lorsqu'elles deviennent loi, soutiennent la structure patriarcale et les normes qui en découlent. Système patriarcal et autoritarisme s'accordent en effet parfaitement. À l'inverse, le modèle démocratique entre en antagonisme avec le système patriarcal. L'histoire de l'accès des femmes aux droits croise la dynamique de l'évolution démocratique à travers les luttes sociales et politiques, et se distingue clairement des décrets autoritaires de toute dictature.

FS : Vous notez que, sur l'émancipation des femmes, les discours des intégrismes musulman et catholique se rejoignent : pensez-vous que cette convergence est totale et y voyez-vous une nouvelle menace sur les Droits des femmes ?

CC : **Dans sa volonté de contrôler les femmes, et au-delà la sexualité (d'où la haine de l'homosexualité aussi), le discours islamiste croise en effet l'ordre moral préconisé par les intégristes chrétiens, juifs ou autres. Ce constat doit nous interroger sur la visée totalitaire de tout ordre théocratique.**



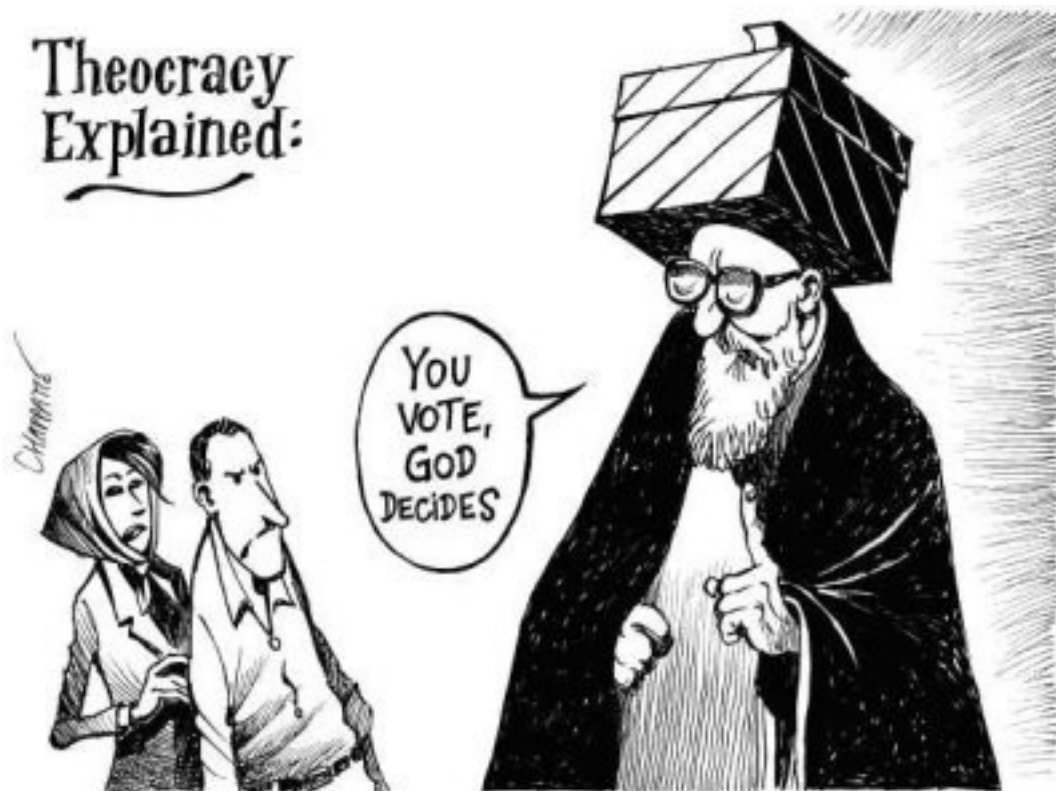
Il convient ici de distinguer, par rapport à la question religieuse, deux dimensions : la foi et la spiritualité par lesquelles un individu peut appartenir à une communauté de foi, et la religion comme source de loi et ciment de l'identité sociale qui tend ou aboutit à l'instauration de lois prétendues divines et d'un ordre moral totalitaire.

L'essor des mouvements politico-religieux porteurs de cette visée totalitaire constitue d'autant plus une menace pour les droits des femmes que la crise sociale et politique, associée au recul des mouvements humanistes, creuse un vide. Dans ce contexte, les mouvements identitaires d'extrême droite (qui exacerbent l'identité nationale) et les mouvements politico-religieux (qui instrumentalisent l'identité religieuse à des fins politiques) présentent des menaces réelles. Depuis des décennies, on observe l'alliance de ces mouvements au sein des instances internationales. Tous revendiquent la suppression du terme « égalité » dans les conventions sur les droits des femmes au nom du respect des différences culturelles ou religieuses.

Plus récemment, on a pu constater cette alliance en France, au moment des débats sur les ABCD de l'égalité ou du mariage pour tou-te-s.

FS : Selon Khomeiny, le voile permettrait aux femmes d'échapper à la condition d'objet. Que pensez-vous de cette thèse ?

CC : Khomeiny a repris cette idée aux intellectuels de l' « islam révolutionnaire » qui cherchaient à créer une voie islamique d'émancipation des femmes, une voie différente du modèle occidental. Par la confusion entre les valeurs démocratiques et les normes capitalistes, la démocratie et la bourgeoisie, ces intellectuels (parmi lesquels il existait aussi des femmes) préconisaient un retour à l'islam comme source de l'identité du peuple pour résister à l'impérialisme occidental.



« [Théocratie] Votez c'est Dieu qui décide. »

Dans une telle optique, toutes les luttes sociales, politiques et culturelles qui ont abouti en Occident à des droits pour les femmes sont réduites à un produit purement occidental et capitaliste qui veut coloniser l'esprit du « peuple musulman ». Cette image globalisée de l'Occident fait valoir un islam globalisé comme seule voie pour que le peuple retrouve son « identité ».

Or, comme à chaque fois, ce sont les femmes qui se voient cantonnées au rôle de gardiennes de la tradition et récupèrent le rôle symbolique de préservation de cette identité par le port du voile. En prétendant que la libération des femmes en Occident n'aboutirait qu'à la marchandisation capitaliste de leur corps, le voile devient un refuge contre cette « aliénation ». J'ai analysé l'impact de ces discours parmi les femmes instruites iraniennes dans mon essai « Islam politique, sexe et genre, à la lumière de l'expérience iranienne » (PUF, 2011).

FS : Les « féministes islamistes » disent qu'il n'y a pas incompatibilité absolue entre féminisme et islam, parce que l'islam n'aurait, selon elles, aucun lien avec le patriarcat. Que pensez-vous de cette affirmation ?

CC : Cet argument ne résiste pas à une analyse approfondie de la religion en tant que source de loi. Dès qu'elles deviennent source de loi, toutes les religions, y compris l'islam, préconisent en effet une hiérarchisation sexuée, nécessaire à la complémentarité des sexes (à chacun ses droits en fonction de ses devoirs).

Il existe bien sûr diverses interprétations qui peuvent permettre des réformes (comme par exemple en Algérie où les femmes ont accès à l'instruction, au travail rémunéré et à l'espace public, tout en se voyant imposer des inégalités justifiées par la charia,

particulièrement dans le domaine du code de famille). Quant aux courants islamistes réformistes ou révolutionnaires, ils ne renvoient pas non plus les femmes à leur foyer, mais les invitent à devenir les actrices d'une société islamique idéale et à en préserver l'identité en acceptant la répartition sexuée des rôles préconisée par la loi religieuse.

Ainsi, dans tous les cas, dès qu'on refuse la liberté et l'égalité sous le prétexte de préserver l'identité islamique, le but réel n'est que la préservation de la famille patriarcale. Et il n'en découle que des inégalités, pudiquement appelées « équité islamique » et justifiées au nom de la dignité des femmes. Le féminisme peut-il vraiment renoncer à la liberté des femmes et à l'égalité des sexes ?

Quand les partisans du « féminisme islamique » se mettent dans la perspective de sortir de la religion-loi, elles sont conduites à se placer dans une perspective laïque. Dans ce cas, pourquoi parler de « féminisme islamique » ? Pourquoi ne pas dire simplement qu'elles sont féministes et veulent s'émanciper des lois patriarcales qui s'appuient sur la religion ?

D'ailleurs, bien avant l'apparition du « féminisme islamique », les féministes des pays dits « musulmans » avaient recours à des interprétations ouvertes des textes religieux pour faire avancer leurs revendications, tout en se protégeant d'une accusation d'hérésie. Cependant, elles ne qualifiaient pas cette démarche de « féminisme islamique ».

Le problème est que ce concept a des conséquences identitaires qui profitent aux islamistes. Ces derniers font de l'islam une identité qui englobe le passé, le présent et l'avenir des musulman-e-s, une démarche clairement totalitaire. Mettre le féminisme qui exige un devenir ouvert, dans une perspective religieuse, c'est créer des impasses identitaires et empêcher l'individualité autonome des femmes et des hommes.

FS : La féministe Shirin Ebadi réfute le concept de « féminisme islamique », qu'elle considère aussi dangereux que l'expression « droits humains islamiques ». Pourquoi ce concept est-il dangereux ?

CC : L'impasse à laquelle conduit toute implication d'un particularisme religieux ou ethnique dans les droits humains universels est gravissime : au nom des particularités, vous revendiquez des droits différenciés. Or, s'il est important pour concrétiser les droits humains de lutter contre les discriminations particulières (sexiste, raciste, religieuse, sexuelle, etc.), il est dangereux d'emprisonner ces luttes dans des particularismes.

Les grandes luttes antiracistes ont emporté des victoires en s'appuyant sur l'universalité des droits humains. La même leçon est valable pour le féminisme. À l'inverse, emprisonner ces luttes dans une perspective identitaire ne conduit qu'à l'isolement et aux violences.

Accueil : <https://revolutionfeministe.wordpress.com>